



**mission
inclusion**

**Revue de presse
16 au 30 septembre 2021**



Table des matières

Mission inclusion	3
65 000\$ pour les familles vulnérables	4
La Presse – 2021-09-25	4
Champs d'action au Québec	6
Vers une plus grande protection des femmes à Sherbrooke	7
La Tribune – 2021-09-17	7
Chasse aux « chasseurs généreux » en Gaspésie	9
Le Soleil – 2021-09-22.....	9
Un nouveau complexe pour répondre à des besoins criants	11
L'Action – 2021-09-22 – p. 3.....	11
MADH aura un pied-à-terre sur la rue Girouard	14
Le Clairon – 2021-09-28 – p. 9	14
Dolbeau-Mistassini dévoile sa toute première politique alimentaire	16
Le Quotidien – 2021-09-30	16
Une 5e « Nuit des sans-abri » à La Tuque	18
L'Écho La Tuque – 2021-09-30.....	18
Champs d'action à l'international	20
Catastrophe à l'étranger : comment pouvez-vous aider?	21
Le Soleil – 2021-09-17.....	21
Crise humanitaire : le nombre de réfugiés et déplacés internes devrait augmenter au Cameroun en 2022	23
Actu Cameroun – 2021-09-18.....	23
Famine au Tigré : « Un massacre en silence »	24
La Presse + – 2021-09-24 – p. ACTUALITÉS_24	24
Accusés d'« ingérence » : L'Éthiopie va expulser sept dirigeants d'agences de l'ONU	26
La Presse – 2021-09-30	26
Actualité à surveiller	29
À la défense des fondations... et des Saputo	30
La Presse + – 2021-09-21 – p. DÉBATS_7.....	30
Les PDG d'hôpitaux bougent pour le Défi des générations	33
Le Reflet – 2021-09-22	33
Inauguration de l'Aire éducative Famille René Prévile	35
L'Action – 2021-09-30.....	35



Mission inclusion



65 000\$ pour les familles vulnérables

La Presse – 2021-09-25

<https://www.lapresse.ca/affaires/tetes-d-affiche/2021-09-25/65-000-pour-les-familles-vulnerables.php>

Cet été, du 1er juin au 31 août 2021, la Fondation organisait dans tous les quartiers de Montréal, la 7e édition du défi cycliste Pédalons pour l'inclusion, une activité-bénéfice ralliant les sportifs et sportives de tous niveaux. 63 cyclistes regroupés en 11 équipes ont répondu à l'appel et ont généré 349 dons provenant à la fois du grand public et des commanditaires.

Mission inclusion, le nouveau nom de L'Oeuvre Léger, pourra compter sur la somme de 65 000 \$ afin de venir en aide aux communautés vulnérables du Québec.

A titre d'ambassadrice de Pédalons pour l'inclusion, Pascale Bussièrès a invité les citoyens du Québec à pédaler à ses côtés pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale des personnes vulnérables de la province.

« La crise sanitaire a fragilisé de plein fouet les familles vulnérables du Québec, alors cela m'a semblé tout naturel de répondre à l'appel et de joindre le défi Pédalons pour l'inclusion de la Fondation pour aider, à ma façon, les communautés », a dit Mme Bussièrès.

Pascale Bussièrès

Parmi les cyclistes inscrits au défi, des fidèles de **Mission inclusion** ont renouvelé leur participation pour atteindre avec brio leur objectif de collecte. En tête du peloton : Louis Roberge, président du comité organisateur de Pédalons pour l'inclusion qui a dépassé de loin son objectif en amassant plus de 16 210 \$ et en pédalant 4300 kilomètres cet été.

« Au quotidien, nous cherchons les meilleures stratégies possibles pour venir en aide aux communautés fragilisées. Cette année, l'implication de Pascale Bussièrès et celle des bénévoles, des membres du conseil d'administration et de l'équipe de **Mission inclusion** ont été de véritables leviers. Grâce à cette solidarité et à la générosité des donateurs et des donatrices, nous allons pouvoir investir encore davantage de fonds dans des programmes qui feront toute la différence pour les familles du Québec », a dit Richard Veenstra, directeur général de **Mission inclusion**.

Était également présents André Dufour, président du conseil d'administration de **Mission inclusion**, et Louis Roberge, Jean Éthier, Philippe Ostrout-Tardif, du comité organisateur de Pédalons pour l'inclusion.

Depuis 2014, le défi cycliste Pédalons pour l'inclusion a réuni jusqu'ici 92 équipes – 468 participants et participantes – qui ont parcouru collectivement plus de 35 000 km. Le total des sommes amassées pour les communautés vulnérables du Québec est estimé à 385 000\$. En raison de la pandémie, **Mission inclusion** a proposé une formule hybride faite de sorties réelles ou virtuelles.

Forte de 70 ans d'expérience, **Mission inclusion** poursuit le rêve du cardinal Léger d'un monde juste et digne où personne n'est laissé pour compte. En accompagnant étroitement les organismes communautaires au Québec et dans le monde, **Mission inclusion** veille à répondre aux besoins primaires des personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées de la société.



Mission inclusion croit en la solidarité et en la générosité de toutes et tous pour une société inclusive où chacun trouve sa place.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



Vers une plus grande protection des femmes à Sherbrooke

La Tribune – 2021-09-17

Par : Tommy Brochu

<https://www.latribune.ca/actualites/sherbrooke/vers-une-plus-grande-protection-des-femmes-a-sherbrooke-ec10b94b43a8f1b2c2f81d67ee0aca2d>

Les femmes seront en sécurité à Sherbrooke. Du moins, c'est l'objectif du nouveau comité d'Action Femmes et Sécurité urbaine (CAFSU Sherbrooke) qui a été formé pour améliorer la qualité de vie et la sécurité des Sherbrookoises dans les lieux publics.

Les élus de la Ville de Sherbrooke ont décidé de plancher sur la sécurité des femmes lorsqu'une citoyenne a déposé un manifeste à ce sujet en mars dernier.

Le premier mandat? Élaborer un plan d'action pour 2022. Une consultation publique est prévue. « On veut identifier les endroits qui ont besoin d'amour pour faire en sorte que tout le monde soit en sécurité », mentionne la conseillère municipale et présidente du comité de sécurité publique, Danielle Berthold.

Sherbrooke Ville en santé sera chargée de mettre en application le plan d'action qui sera dressé après la consultation.

Concrètement, les nouveaux aménagements publics ne devraient plus compter de ruelles ou de coins sombres et épeurants. « L'important pour tout le monde, c'est d'être vu et de pouvoir voir. On va voir comment identifier ça en amont avec l'urbanisme et préparer les promoteurs à ne pas créer de zones où les gens ne sont pas en sécurité, comme de grands murs en ciment où personne ne te voit, des cours sans issues où on ne peut pas se sauver, des ascenseurs sans fenêtres, des ruelles pas éclairées », énumère Danielle Berthold.

Une trentaine de personnes sont autour de la table du comité comme le CIUSSS de l'Estrie-CHUS, l'Université de Sherbrooke, le Service de police et la Société de transport, entre autres.

D'ailleurs, une politique peu connue de la STS a été mentionnée par Mme Berthold. « À la STS, le soir, si vous trouvez que vous êtes trop loin d'un point de service, vous pouvez demander au chauffeur d'arrêter entre deux adresses? Ça existe depuis plusieurs années, mais les gens ne le savent pas. Des campagnes de sensibilisation seront faites afin de mettre au courant tout le monde de ce qui peut les aider », indique-t-elle, ajoutant que cette initiative est en vigueur depuis plusieurs années.

Manifeste

À la suite du dépôt du manifeste, Danielle Berthold a lancé un sondage non scientifique sur sa page Facebook. Déjà, les réactions ont été préoccupantes. « La peur de l'agression sexuelle fait partie de la réalité des filles et des femmes de Sherbrooke », confirme-t-elle.

« Ça m'a frappé comme un mur. Je sentais qu'il y avait un cri du cœur de la part des femmes de Sherbrooke. J'avais de la difficulté à imaginer comment aider ces femmes. Ça m'a dérangé pendant plusieurs jours. Ça m'a même fait peur. J'avais peur de ne pas avoir de réponses pour elles. Je trouvais ça plate de les laisser en suspens et qu'elles disent encore une fois qu'on ne



s'occupe pas d'elles », poursuit-elle, ajoutant que l'ouverture du directeur général de la ville, Daniel Picard, a été immédiate.

Dans son sondage, Mme Berthold rappelle que le centre-ville est problématique. « Le coin Belvédère l'est aussi. Un autre sondage nous a permis d'apprendre que du côté de Fleurimont, il n'y a pas trop de problèmes. Est-ce que la consultation fera en sorte qu'il y en aura plus? C'est très résidentiel à Fleurimont », analyse celle qui est élue dans le district de Desranleau.

Marie-Danielle Larocque, représentante de ConcertAction Femmes Estrie et présidente du sous-comité femmes à la Ville souhaite donner la parole aux citoyennes.

« Il faut consulter les femmes qui vivent les situations de violence et d'insécurité. C'est leur vécu qui importe. La consultation est super importante. Les actions qui seront posées devront être en concordance avec ce que les femmes veulent, et non que le comité impose des mesures pour les femmes », affirme-t-elle.

Pour le maire sortant Steve Lussier, « on doit protéger certains endroits d'une autre façon pour nos femmes ». « Quand on termine nos conseils municipaux, on demande toujours d'accompagner nos conseillères à leur auto. Je ne dis pas que c'est insécure au centre-ville, ce n'est pas ça le but. Je veux que les gens continuent à venir. Mais ce sera plus sécuritaire », explique-t-il, ajoutant que les actions seront implantées partout en ville.

Volonté politique

Évelyne Beaudin, conseillère municipale et candidate à la mairie, souligne « qu'il y a eu très peu de volonté politique de prioriser le dossier des femmes entre 2017 et 2021 ». « Grâce à la mobilisation citoyenne, aux médias et à l'approche de la campagne électorale, on a vu que le comité de sécurité publique s'est intéressé à cet enjeu », explique-t-elle, ajoutant que jusqu'à récemment, le comité femme était un sous-comité du comité de développement social et communautaire.

« Enfin, on a réussi à former quelque chose de cohérent. Ce qui est dommage, c'est qu'on aille attendu à la dernière minute. Si on avait pu mettre ça en place au début du mandat, on serait beaucoup plus avancés. »

« L'enjeu de la sécurité des femmes, ce n'est pas seulement des personnes méchantes qui vont harceler des femmes. C'est aussi de réfléchir la ville pour qu'elle soit plus sécuritaire et accessible pour tout le monde. »

[Retour à la table des matières](#)



Chasse aux «chasseurs généreux» en Gaspésie

Le Soleil – 2021-09-22

Par : Simon Carmichael

<https://www.lesoleil.com/actualite/en-region/chasse-aux-chasseurs-generaux-en-gaspesie-523f1b10dd9714fc7150bda9830b3488>

En Gaspésie, l'arrivée de l'automne veut aussi dire le retour de la tant attendue saison de la chasse. À la veille de ce rendez-vous annuel, des organismes communautaires invitent les «chasseurs généreux» à éviter le gaspillage alimentaire tout en ayant un impact dans leurs milieux en offrant leur viande de bois.

Déjà présent dans plusieurs régions du Québec, le programme des «chasseurs généreux», chapeauté par la Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs (FQCP), est désormais officiellement implanté dans la Côte-de-Gaspé. Si quelques amateurs de chasse du secteur participaient déjà officieusement, l'organisme d'autonomie alimentaire Nourrir notre monde vise à accroître significativement la participation.

«La chasse, c'est comme une religion ici. C'est une activité sacrée» explique le conseiller municipal de Grande-Vallée, Nelson Fournier. «Moi, en tant que chasseur émérite autoproclamé, je m'engage à donner une bête, et je mets au défi les chasseuses et chasseurs d'égaliser mon don», a-t-il ajouté, avant de se faire rappeler à l'ordre. «Il ne faut pas vendre la peau de l'original avant de l'avoir tué!»

En 2020, les banques alimentaires et cuisines collectives du nord de la Gaspésie ont récolté 96 livres de viande de bois. Pour la première année des chasseurs généreux, Nourrir notre monde souhaite obtenir plus de 300 livres de viande. «Ça devrait être facile, puisque Nelson nous permet déjà un original», a plaisanté l'agent de développement social et responsable de l'alimentation de proximité à la MRC de la Côte-de-Gaspé, Olivier Deruelle.

Selon les intervenants, un don de 450 livres de viande, soit l'estimation de la quantité de viande qu'offre un original, pourrait fournir quelque 900 repas aux banques alimentaires et cuisines communautaires locales.

Des bouchers emballés

Entre Grande-Vallée et Gaspé, quatre bouchers agréés par la FQCP se sont joints à l'initiative. Les chasseurs désireux d'offrir une partie, ou la totalité, de leur gibier n'auront qu'à se rendre chez l'un des commerces participants, où les bêtes seront prises en charge et dépecées. La fédération s'engage d'ailleurs à déboursier les frais de coupe pour tous dons de plus d'une demi-bête. Des bouchers participants ont notamment été identifiés à Grande-Vallée, Cloridorme, Rivière-au-Renard et Gaspé, et la liste pourrait s'allonger.

«On espère que c'est le début de quelque chose qui va durer», explique M. Deruelle. «Déjà, l'équivalent d'une bête va faire une énorme différence dans la communauté. On le déploie pour la première fois cet automne, mais on veut que ça traverse les années. S'il faut acheter de nouveaux frigos pour les organismes, on va le faire.»



Afin de motiver les chasseurs à donner, la FQCP fait tirer un séjour sur l'Île d'Anticosti parmi les adeptes de l'ensemble du Québec qui offrent plus d'une demie-bête.

Pour l'instant, l'initiative se concentre sur la viande de bois, surtout celle des gros gibiers comme les orignaux, les chevreuils et l'ours. Des réflexions auront cependant lieu au cours des prochains mois afin de voir si un tel programme pourrait être mis sur pied pour les pêcheurs.

Le conseiller municipal de Grande-Vallée, Nelson Fournier, qui se considère comme «un chasseur émérite» a revêtu sa veste de chasseur pour inviter les adeptes à participer.

[Retour à la table des matières](#)



Un nouveau complexe pour répondre à des besoins criants

L'Action – 2021-09-22 – p. 3

Par : Jason Joly



Un nouveau complexe pour répondre à des besoins criants

FONDATION RICHELIEU
Lors d'une conférence de presse tenue le 14 septembre à l'Édifice Richelieu Michel-B.-Comtois, la Fondation Richelieu a officialisé la construction prochaine d'un nouveau bâtiment adjacent à l'édifice. Le bâtiment de deux étages mesurera 11000 pieds carrés et offrira plus de place pour deux organismes, soit la Manne Quotidienne et Hébergement d'urgence Lanaudière.

AGRANDISSEMENT DE LA MANNE QUOTIDIENNE
Une partie de la bâtisse sera consacrée à une aire de réfrigération et de congélation pour la Manne Quotidienne/Accueil Michel-B.-Comtois ainsi qu'à un service de réception et de tri des denrées. Le déplacement des services de réception et de distribution des denrées dans le nouveau complexe permettra d'avoir un espace plus grand pour faire de distribution des sacs alimentaires dans le premier édifice dont le nombre s'élève à près de 15000 par année selon ce que rapporte la Fondation Richelieu.

Pour Charles Chénier, directeur général de la Manne Quotidienne, le besoin se faisait sentir même avant la pandémie. La demande d'aide alimentaire étant en forte augmentation, l'organisme avait peine à trouver de l'espace pour l'emmagasinement de ses denrées alimentaires.

« Il nous faut plus d'espace pour plus d'approvisionnement. Il y a des périodes fluctuantes qui dépendent surtout en ce moment du transport des produits », explique M. Chénier. Ainsi, avec les espaces de réfrigération et de congélation, la Manne pourra recevoir plus de produits, ce qui



Près d'une vingtaine de personnes ont assisté à l'annonce de la construction du complexe sur la rue Hélène Boullé. (Photo graciously - Christian Rouveau)

M. Chénier indique aussi que l'espace permettra de distribuer aussi plus de sacs alimentaires : « Ça permettra de doubler le nombre de bénéficiaires qui viendront chercher leurs produits sans former de file d'attente. »

Ann Soucy, présidente d'Hébergement d'urgence Lanaudière, souligne qu'un plus grand nombre de places permettra d'apporter un meilleur soutien aux visiteurs du centre. « Ces nouvelles places d'hébergement vont permettre aux bénéficiaires de rencontrer des intervenants qui pourront les aider », déclare-t-elle.

LE CENTRE D'HÉBERGEMENT DÉMÉNAGE
La seconde partie, soit 60% du complexe, sera consacrée à l'accueil du centre Hébergement d'urgence Lanaudière qui, selon les propos de la Fondation, « est de plus en plus à l'étroit dans sa maison en ville ». Trente-deux places seront offertes aux usagers tout comme une salle à man-

ger, un salon, des bureaux administratifs et une halle-chaleur où des personnes pourront s'abriter du froid. Des dortoirs accueilleront des résidents pour 4 ou 5 nuits. Pour ce qui est du service d'hébergement, il permettra à des bénéficiaires de profiter de la chambre pour une période pouvant aller jusqu'à trois mois.

« Ces nouvelles places d'hébergement vont permettre aux bénéficiaires de rencontrer des intervenants qui pourront les aider », déclare-t-elle.

DEUX PARTENAIRES MAJEURS
La construction de ce nouveau bâtiment coûtera environ deux millions de dollars.

De nombreux donateurs et partenaires ont aidé la Fondation pour ce projet, mais deux importants contributeurs proviennent de la Ville de Joliette et de la Caisse Desjardins de Joliette. Le maire Alain Beaudry, qui était présent durant la conférence, déclare l'urgence d'agir en lien avec l'itinérance : « L'itinérance et l'insécurité alimentaire ont pris d'importantes proportions. Il importe d'agir maintenant pour contribuer à la santé et à la sécurité des personnes aux prises avec des difficultés. » M. Beaudry ajoute que ce projet communautaire a été « accueilli favorablement » par la Ville et se dit fier de verser une aide financière de 100 000 \$ sur 5 ans.

Joël Landry, directeur général de la Caisse Desjardins de Joliette et du centre de Lanaudière, se dit heureux d'être « porteur de bonnes nouvelles ». M. Landry constate le même résultat que le maire de Joliette en lien avec les problèmes alimentaires et d'itinérance. Il apprécie le fait que le complexe soit « un projet empreint de coopération ».

Il explique qu'à la base, le montant accordé pour le projet était plus bas. Toutefois, M. Landry et ses administrateurs ont décidé d'apporter ce projet plus loin. « C'est vraiment un projet sortant de ce qui répond à un besoin criant, que la Caisse propulsera ce dossier aux instances du Fonds Grand Mouvement. » En accord avec la Caisse, le Fonds a accepté d'instaurer 250 000 \$, permettant à la Caisse de donner au total 450 000 \$ pour financer le projet.

Jean-Paul Perrault, le président de la Fondation Richelieu, a révélé que la construction du complexe commencera dans les prochains jours et sera terminée en mars 2022.

FONDATION RICHELIEU Lors d'une conférence de presse tenue le 14 septembre à l'Édifice Richelieu Michel-B.-Comtois, la Fondation Richelieu a officialisé la construction prochaine d'un nouveau bâtiment adjacent à l'édifice. Le bâtiment de deux étages mesurera 11000 pieds carrés et offrira plus de place pour deux organismes, soit la Manne Quotidienne et Hébergement d'urgence Lanaudière.

AGRANDISSEMENT

DE LA MANNE QUOTIDIENNE

Une partie de la bâtisse sera consacrée à une aire de réfrigération et de congélation pour la Manne Quotidienne/Accueil Michel-B.-Comtois ainsi qu'à un service de réception et de tri des denrées. Le déplacement des services de réception et de distribution des denrées dans le nouveau complexe permettra d'avoir un espace plus grand pour l'aire de distribution des sacs alimentaires dans le premier édifice dont le nombre s'élève à près de 15000 par année selon ce que rapporte la Fondation Richelieu.



Pour Charles Chénier, directeur général de la Manne Quotidienne, le besoin se faisait sentir même avant la pandémie. La demande d'aide alimentaire étant en forte augmentation, l'organisme avait peine à trouver de l'espace pour l'entreposage de ses denrées alimentaires.

«Il nous faut plus d'espace pour plus d'approvisionnement. Il y a des périodes fluctuantes qui dépendent surtout en ce moment du transport des produits», explique M. Chénier. Ainsi, avec les espaces de réfrigération et de conservation, la Manne pourra recueillir plus de produits, ce qui

permettra de distribuer aussi plus de sacs alimentaires: «Ça permettra de doubler le nombre de bénéficiaires qui viendront chercher leurs produits sans former de file d'attente. »

M. Chénier indique aussi que l'espace pourrait permettre à d'autres comptoirs alimentaires d'avoir accès à plus de produits ou encore de venir entreposer leurs propres denrées dans le nouveau complexe.

LE CENTRE D'HÉBERGEMENT DÉMÉNAGE

La seconde partie, soit 60% du complexe, sera consacrée à l'accueil du centre Hébergement d'urgence Lanaudière qui, selon les propos de la Fondation, «est de plus en plus à l'étroit dans sa maison en ville». Trente-deux places seront offertes aux usagers tout comme une salle à man-

ger, un salon, des bureaux administratifs et une halte-chaleur où des personnes pourront s'abriter du froid. Des dortoirs accueilleront des résidents pour 4 ou 5 nuits. Pour ce qui est du service d'hébergement, il permettra à des bénéficiaires de profiter de la chambre pour une période pouvant aller jusqu'à trois mois.

Ann Soucy, présidente d'Hébergement d'urgence Lanaudière, souligne qu'un plus grand nombre de places permettra d'apporter un meilleur soutien aux visiteurs du centre. «Ces nouvelles places d'hébergement vont permettre aux bénéficiaires de rencontrer des intervenants qui pourront les aider», déclare-t-elle.

DEUX PARTENAIRES MAJEURS

La construction de ce nouveau bâtiment coûtera environ deux millions de dollars.

De nombreux donateurs et partenaires ont aidé la Fondation pour ce projet, mais deux importantes contributions proviennent de la Ville de Joliette et de la caisse Desjardins de Joliette. Le maire Alain Beaudry, qui était présent durant la conférence, déclare l'urgence d'agir en lien avec l'itinérance: «L'itinérance et l'insécurité alimentaire ont pris d'importantes proportions. Il importe d'agir maintenant pour contribuer à la santé et à la sécurité des personnes aux prises avec ces difficultés.» M. Beaudry ajoute que ce projet communautaire a été «accueilli favorablement» par la Ville et se dit fier de verser une aide financière de 100000\$ sur 5 ans.

Joël Landry, directeur général de la Caisse Desjardins de Joliette et du centre de Lanaudière, se dit heureux d'être «porteur de bonnes nouvelles». M. Landry constate le même résultat que le maire de Joliette en lien avec les problèmes alimentaires et d'itinérance. Il apprécie le fait que le complexe soit «un projet empreint de coopération».

Il explique qu'à la base, le montant accordé pour le projet était plus bas. Toutefois, M. Landry et ses administrateurs ont décidé d'apporter ce projet plus loin. «C'est tellement un projet porteur et



qui répond à un besoin criant, que la Caisse propulsera ce dossier aux instances du Fonds Grand Mouvement.» En accord avec la Caisse, le Fonds a accepté d'instaurer 250000\$, permettant à la Caisse de donner au total 450000\$ pour financer le projet.

Jean-Paul Perreault, le président de la Fondation Richelieu, a révélé que la construction du complexe commencera dans les prochains jours et sera terminée en mars 2022.

[Retour à la table des matières](#)



MADH aura un pied-à-terre sur la rue Girouard

Le Clairon – 2021-09-28 – p. 9

Par : LaurentThéoret

Actualité

MADH aura un pied-à-terre sur la rue Girouard

La Maison alternative de développement humain (MADH) a acquis une nouvelle bâtisse au centre-ville de Saint-Hyacinthe pour répondre à ses besoins, ce qui fait suite à son dernier achat au 1117-1125, rue Saint-Dominique.

L'organisme, qui a pour mission d'offrir de l'hébergement et une relation d'aide à des adultes ayant des problèmes de santé mentale, a fait l'acquisition du 2320-2330, rue Girouard Ouest à Saint-Hyacinthe, pour la somme de 650 000 \$.

Depuis longtemps, MADH possédait deux maisons d'hébergement avec quatre chambres chacune. « Avec cet achat, nous allons pouvoir réaliser un vieux rêve de l'organisme. Nous allons pouvoir enfin réunir tout le monde sous le même toit, que ce soit les ressources humaines, le personnel de l'organisme et les personnes hébergées », explique la cogestionnaire de l'organisme, Françoise Pelletier.

Pour accueillir toutes ces nouvelles personnes, la maison située à proximité du siège social d'Intact Assurance aura besoin de quelques travaux avant que les nouveaux locataires des lieux s'installent. L'organisme a but non lucratif compte faire un grand salon commun en

plus de la cuisine commune pour avoir plus d'espace d'interaction entre les locataires. La bâtisse comptera à terme douze chambres.

Cette maison servira à accueillir les personnes qui ont besoin d'hébergement, tandis que celle sur la rue Saint-Dominique servira au suivi post-hébergement. Ces deux achats ont été précipités par la crise du logement et la crise sanitaire. De plus, avec ce nouvel achat, l'organisme aura plus d'espace à bureaux et pourra faire de nouvelles embauches, notamment pour le suivi à domicile des personnes en post-hébergement.

Pour pouvoir faire cette acquisition, MADH vendra ses deux sites d'hébergement. Il devra se départir du 1990, rue Desaulles et du 2260, rue Saint-Cécile. MADH ne compte pas s'arrêter en si bon chemin et compte, pour le futur, continuer à acheter des bâtiments pour garder le parc locatif de Saint-Hyacinthe abordable pour les personnes en difficulté. « Les gens ne sont plus capables de trouver des logements abordables avec la crise que nous vivons en ce moment. Nous allons donc en acheter et les restaurer pour faire en sorte d'aider la communauté », assure Françoise Pelletier.



La Maison alternative de développement humain (MADH) a acquis une nouvelle bâtisse afin de regrouper ses activités au même endroit. Photothèque | Le Courrier ©

MARCHÉ LACROIX
1220-1117

SPÉCIAUX
du 30 septembre au 6 octobre 2021

Place Casavant
590, boul Casavant Ouest
Saint-Hyacinthe (à l'ouest de l'avenue 7, entre les 118e et 120e)
450 774-2726

99¢ / lb
Courges du Québec
Spaghetti, Paternité et Pomme

69¢ / lb
Fromage Cheddar St-Guillemme

1.99 / 100g
Cœur de Romanne par paquet

3.99 / lb
Melon d'eau en cubes
Pdt de 32 onces

3.99 / lb
Porc Haché Maigre
Qualité Marché Lacroix
Porc Québécois de première qualité

4.99 / lb
Bœuf Haché Maigre
Qualité Marché Lacroix
Bœuf Canadien A3

5.49 / lb
Lasagne
Produit Maison

39¢ / lb
Piments 2 Couleurs
D'Autonne - De Sainte-Rosalie

2.99 / lb
Fraises
USA

RABAIS DE 2\$
Validité des rabais jusqu'au 6 octobre 2021
Pour un rabais de 2\$ sur plus de 20 articles, vous devez acheter au moins 20 articles. Les rabais ne s'appliquent pas sur les produits déjà en promotion.

Suivez-nous sur [Facebook, Instagram, Twitter icons]

Photos à titre indicatif. Jusqu'à épuisement des stocks. Plus sujet à changement sans préavis.

Mardi 28 septembre 2021 - Le Clairon de Saint-Hyacinthe - 6

La Maison alternative de développement humain (MADH) a acquis une nouvelle bâtisse au centre-ville de Saint-Hyacinthe pour répondre à ses besoins. Ce qui fait suite à son dernier achat au 1117-1125, rue Saint-Dominique.

L'organisme, qui a pour mission d'offrir de l'hébergement et une relation d'aide à des adultes ayant des problèmes de santé mentale, a fait l'acquisition du 2320-2330, rue Girouard Ouest à Saint-Hyacinthe, pour la somme de 650 000\$.

Depuis longtemps, MADH possédait deux maisons d'hébergement avec quatre chambres chacune. « Avec cet achat, nous allons pouvoir réaliser un vieux rêve de l'organisme. Nous allons pouvoir enfin réunir tout le monde sous le même toit, que ce soit les ressources humaines, le personnel de l'organisme et les personnes hébergées », explique la cogestionnaire de l'organisme, Françoise Pelletier.



Pour accueillir toutes ces nouvelles personnes, la maison située à proximité du siège social d'Intact Assurance aura besoin de quelques travaux avant que les nouveaux locataires des lieux s'installent.

L'organisme à but non lucratif compte faire un grand salon commun en

plus de la cuisine commune pour avoir plus d'espace d'interaction entre les locataires. La bâtisse comptera à terme douze chambres.

Cette maison servira à accueillir les personnes qui ont besoin d'hébergement, tandis que celle sur la rue Saint-Dominique servira au suivi posthébergement. Ces deux achats ont été précipités par la crise du logement et la crise sanitaire. De plus, avec ce nouvel achat, l'organisme aura plus d'espace à bureaux et pourra faire de nouvelles embauches, notamment pour le suivi à domicile des personnes en posthébergement.

Pour pouvoir faire cette acquisition,

MADH vendra ses deux sites d'hébergement. Il devra se départir du 1990, rue Dessaulles et du 2280, rue Sainte-Cécile.

MADH ne compte pas s'arrêter en si bon chemin et compte, pour le futur, continuer à acheter des bâtiments pour garder le parc locatif de Saint-Hyacinthe abordable pour les personnes en difficulté. « Les gens ne sont plus capables de trouver des logements abordables avec la crise que nous vivons en ce moment.

Nous allons donc en acheter et les restaurer pour faire en sorte d'aider la communauté », assure Françoise Pelletier.

[Retour à la table des matières](#)



Dolbeau-Mistassini dévoile sa toute première politique alimentaire

Le Quotidien – 2021-09-30

Par : Guillaume Pétrin

La Ville de Dolbeau-Mistassini souhaite continuer de développer un environnement favorable aux saines habitudes de vie et l'un des enjeux ciblés est l'alimentation. Pour y parvenir, la Ville a dévoilé, jeudi matin, sa toute première politique alimentaire, qui a nécessité la collaboration de plusieurs partenaires régionaux.

En conférence de presse, le maire dolmissois Pascal Cloutier s'est dit « très fier » de tout le travail accompli, qui a permis de mettre en place cette nouvelle mesure.

« Cette politique s'avère un complément aux efforts de la Ville à développer un environnement favorable aux saines habitudes de vie et ainsi favoriser la santé de nos citoyennes et citoyens », a-t-il fait valoir.

Il a reconnu le « travail rigoureux » fait par les partenaires, tous réunis au sein d'un même comité et animés « par le désir de contribuer à une saine alimentation durable. »

On retrouvait sur ce comité le Service budgétaire de Maria-Chapdelaine, la Table locale en sécurité alimentaire, le CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean, En Mouvement Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Société de gestion environnementale (SGE), la MRC de Maria-Chapdelaine, l'UQAC, le Centre de services scolaire du Pays-des-Bleuets, l'UPA Maria-Chapdelaine et l'épicerie communautaire Le Garde-Manger.

Un document complet

On retrouve alors cette nouvelle politique alimentaire dans un document comptant tout près d'une vingtaine de pages. À l'intérieur, on y détaille la vision systémique de l'alimentation et on y admet le rôle de l'environnement politique, économique, social et culturel dans les choix alimentaires de la population.

Pour qu'une telle politique porte fruit, le maire croit que tout le monde doit être mis à contribution, tant l'ensemble des entreprises impliquées dans le processus alimentaire que les citoyens en général.

« Nous souhaitons développer et faciliter les capacités d'agir autour d'une alimentation locale saine, accessible, équitable et durable afin que les actions des personnes, des entreprises, des instances et des organismes du système alimentaire contribuent à la santé de la population et ainsi à la prospérité et la vitalité de notre communauté. »

Il a profité de sa tribune pour interpeller directement les Dolmissois. « Pourquoi on fait ça ? Pour la population et on est certain qu'elle va embarquer avec nous. C'est important et il le faut », a-t-il insisté, lors du dévoilement public de cette politique alimentaire.

Plan d'action



En plus d'établir une vision et des valeurs, cette politique contient quatre orientations : soutenir le développement de l'agriculture urbaine, assurer un accès équitable et durable à des aliments sains, soutenir les pratiques durables en matière d'alimentation et favoriser l'éducation alimentaire et les compétences en alimentation, particulièrement chez les tout-petits et les jeunes.

Pour ce qui est du plan d'action qui en découlera, la Ville a demandé une aide financière de 15 000 \$ pour son élaboration au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, dans le cadre du Plan de développement d'une communauté nourricière.

« Il y a aussi un volet consultatif qui va faire partie de cette politique. On veut consulter la population pour savoir quelles sont les actions que l'on pourrait mettre en place [...] cette étape sera importante pour la suite des choses, car on veut se rapprocher des préoccupations des gens », a expliqué le maire Cloutier.

En revanche, la directrice de la SGE, Audrey Pelchat, a rappelé qu'il existait déjà des solutions offertes à tous. « Nous offrons depuis quelques années le jardin collectif et la forêt nourricière dans le parc de la Pointe-des-Pères. Nous avons aussi déployé une bibliothèque de semences. »

Pascal Cloutier a invité les autres villes à suivre l'exemple dolbeu-mistassinois. « Dolbeau-Mistassini vient de lancer un mouvement en ce qui concerne la politique alimentaire, car on est l'une des premières villes à en adopter une, mais j'invite toutes les autres municipalités de la région à emboîter le pas en adoptant une politique alimentaire dans leur communauté. »

Cette nouvelle mesure sera adoptée officiellement lors de la prochaine séance publique du conseil municipal, qui aura lieu le 4 octobre prochain et, pour l'instant, aucun budget n'a été clairement déterminé.

[Retour à la table des matières](#)



Une 5e « Nuit des sans-abri » à La Tuque

L'Écho La Tuque – 2021-09-30

Par : Michel Scarpino

<https://www.lechodelatuque.com/actualites/une-5e-nuit-des-sans-abri-a-la-tuque/>

Pour une 5e fois, la « Nuit des sans-abri » sera soulignée à La Tuque. Cette année, on a retenu le thème « L'itinérance, voir derrière les apparences ».

L'événement sera présenté le vendredi 15 octobre, de 13h à 17h devant les locaux des Travailleurs de rue, au 522, rue Saint-Antoine. Pour l'occasion, un kiosque de sensibilisation et d'information permettra de se réunir, d'échanger et de faire preuve de solidarité envers les personnes qui vivent dans des conditions de vie précaires. L'activité se déroulera en respectant les mesures sanitaires

« Pendant la semaine du 10 octobre, nous invitons les partenaires du milieu communautaire et les gens de la population à porter l'effigie de la Nuit des sans-abri (petite couverture roulée), à mettre le filtre et le bandeau Facebook et à partager nos publications sur les réseaux sociaux. Nous ferons aussi la distribution de « signets » de sensibilisation. Les personnes qui souhaiteraient se procurer l'effigie ou un signet pourront le faire auprès des organismes suivants : Centre d'activités populaires et éducatives (CAPE), Centre d'amitié autochtone de La Tuque au Comité pour la défense des droits sociaux et Travailleurs de rue de La Tuque inc », explique Sarah Beaumont-Gaudet, directrice des Travailleurs de rue.

Projet d'hébergement de dernier recours

Devant les répercussions découlant de la pandémie sur la stabilité et l'accessibilité du logement en raison notamment des mesures sanitaires, les travailleurs de rue ont déposé un projet d'hébergement de dernier recours, en collaboration avec les organismes impliqués dans le Comité local en itinérance du Haut-Saint-Maurice. La perte d'emploi, la baisse de revenus, la diminution des places disponibles dans les centres d'hébergement, l'inaccessibilité de logement temporaire chez des proches en raison des mesures sanitaires, voilà autant d'éléments identifiés par les Travailleurs de rue pour alimenter leur action.

« Les objectifs du projet étaient : d'offrir une ressource d'hébergement d'urgence temporaire, sécuritaire et de dernier recours; de rendre accessible un fonds d'urgence pour permettre aux personnes de s'installer dans un logement ou d'assumer les obligations en lien avec un loyer; et de soutenir la stabilité résidentielle des personnes à risque d'itinérance grâce à l'accès à une aide d'urgence », ajoute Mme Beaumont-Gaudet.

Selon l'organisme qu'elle représente, il y a une recrudescence des demandes dans les premiers mois de 2021.

« En quelques semaines, ce sont plus d'une quinzaine de personnes qui ont eu recours aux différents volets d'aide du projet. Pour l'année 2020-2021, ce sont 28 personnes qui ont été soutenues par le projet, hommes, femmes, couple et famille. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il y a de nombreuses personnes en situation d'itinérance à La Tuque. L'itinérance vécue sur le territoire est dite « cachée », c'est-à-dire que les personnes n'ont pas de domicile fixe, elles vivent temporairement chez la famille, les amis, les voisins et changent souvent d'endroits. Ce n'est pas parce que nous ne la voyons pas qu'elle n'existe pas! Et maintenant plus que jamais,



les demandes sont nombreuses et les ressources, limitées », fait-elle savoir, ajoutant que la pandémie a augmenté les pressions et les risques que vivent déjà les personnes les plus vulnérables.

En plus des Travailleurs de rue de La Tuque, le projet implique également le Centre Asperimowin, le Centre d'activités populaires et éducatives, le Centre d'amitié autochtone de La Tuque, le Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque, le Toit de l'amitié.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



Catastrophe à l'étranger : comment pouvez-vous aider?

Le Soleil – 2021-09-17

Par : Marie-Ève Shaffer, Protégez-vous

<https://www.lesoleil.com/protegez-vous/catastrophe-a-letranger--comment-pouvez-vous-aider-3e0cc6ded43cf0eb4f4d1e362218238f>

Un ouragan frappe Haïti, la famine sévit en Éthiopie et une sécheresse s'abat sur le Brésil. Et c'est sans compter la COVID-19 qui fait des ravages dans les pays où la vaccination progresse à pas de tortue. À des milliers de kilomètres de là, vous voulez donner un coup de main à ces communautés dans le besoin. Voici la marche à suivre.

Des dons en argent avant tout

De prime abord, privilégiez les dons en argent. Les organismes humanitaires qui se trouvent dans les pays en difficulté pourront ainsi acquérir rapidement le nécessaire et favoriser l'achat local.

«L'achat de produits locaux demande beaucoup moins de temps que la gestion de la logistique nécessaire au transport aérien à partir d'un pays éloigné», indique Affaires mondiales Canada.

L'envoi de matériel, que ce soit des vêtements, de la nourriture ou des équipements de survie, complique la tâche des travailleurs humanitaires, qui doivent le trier pour vérifier s'il répond aux besoins des personnes sinistrées. S'il est inutilisable, périmé ou refusé en raison des règlements d'importation, cela occasionne du gaspillage et requiert une certaine gestion logistique pour se débarrasser de tous ces biens.

Notez qu'un don en argent vous permettra aussi d'obtenir des crédits d'impôt dans votre prochaine déclaration de revenus, tant au provincial qu'au fédéral.

Un don rapide ou une stratégie philanthropique?

Si vous êtes prêt à délier les cordons de la bourse pour aider une communauté touchée par une catastrophe, révisez d'abord votre budget pour déterminer le montant que vous êtes en mesure de donner. En effectuant cet exercice, vous pourrez décider si vous voulez faire un don d'urgence pour soutenir un organisme humanitaire appelé à intervenir en situation de crise, ou développer une stratégie philanthropique.

«Quand il y a une catastrophe, il y a de la charité rapide. Souvent, les clients sont interpellés et ils veulent donner vite pour aider. De l'autre côté, il y a la philanthropie, qui est plus une stratégie à long terme et qui vient chercher nos valeurs», explique la vice-présidente et gestionnaire de portefeuille de BMO Gestion de patrimoine, Catherine Laurin.

Plusieurs moyens de donner

Vous pouvez faire un don unique ou même effectuer des versements sur une base mensuelle ou annuelle. Si c'est l'avenue que vous envisagez, l'Agence du revenu du Canada (ARC) vous conseille de faire un chèque à l'ordre d'un organisme de bienfaisance – et non d'un individu – ou



d'effectuer un paiement en ligne, dans un environnement sécurisé. Ne donnez jamais le numéro de votre carte de crédit par téléphone.

Il est également possible de céder une police d'assurance, de laisser un legs dans votre testament, et même donner un titre coté en bourse. «Quand on a un portefeuille assujéti à l'impôt, un gain réalisé sur un titre est imposable. Pour encourager les dons, le gouvernement permet aux individus de ne pas être imposés [s'ils le remettent directement] à un organisme de charité», mentionne Mme Laurin.

Si vous avez des moyens importants, vous pouvez également créer un fonds à vocation. Il est constitué d'un capital, et les revenus sont remis à des organismes de bienfaisance.

Dans tous les cas, consultez votre institution financière, qui sera en mesure de vous offrir des conseils, ou même un planificateur financier, un notaire ou un avocat.

Choisir l'organisme communautaire

Après avoir décidé comment vous verserez votre don en argent, vous devez choisir l'organisme humanitaire qui en profitera. «Il y a des besoins criants, mais la prudence est de mise», avertit Catherine Laurin.

Le Centre antifraude du Canada vous met en garde contre les organismes qui vous sollicitent par courriel, par messagerie texte ou par téléphone. Méfiez-vous si on vous promet un reçu fiscal pour un montant plus élevé que votre don ou si on vous demande de faire un don sur-le-champ. Menez d'abord votre petite enquête.

Vérifiez si l'organisme à qui vous voulez donner est enregistré auprès de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Vous pourrez ainsi en savoir plus sur sa mission, son budget et son personnel.

Vous pouvez ensuite consulter le site de Charity Intelligence Canada, une organisation indépendante qui a analysé les documents financiers, les rapports annuels et les portails web de quelque 800 organismes de bienfaisance au Canada. Si celui qui se trouve dans votre mire a été évalué, vous pourrez notamment connaître la part de chaque dollar donné qui est investie dans les programmes.

Prenez aussi le temps de visiter le site internet de l'organisme en question pour obtenir son dernier rapport d'activité et la liste des donateurs établis. Comptables professionnels agréés Canada souligne que la transparence est de bon augure et rappelle que l'ARC suggère aux organisations qui recueillent plus de 250 000 \$ en dons de publier leurs états financiers audités.

Malgré toutes ces démarches, un doute subsiste? Communiquez avec l'organisme et demandez à parler à un intervenant ou même à en rencontrer un.

[Retour à la table des matières](#)



Crise humanitaire : le nombre de réfugiés et déplacés internes devrait augmenter au Cameroun en 2022

Actu Cameroun – 2021-09-18

Par : Christian Happi

https://actu cameroun.com/2021/09/18/crise-humanitaire-le-nombre-de-refugies-et-deplaces-internes-devrait-augmenter-au-cameroun-en-2022/#google_vignette

Le pays pourrait enregistrer 1 550 068 réfugiés contre 1 369 905 en 2021 et 1 343 566 en 2020.

Le nombre de réfugiés et déplacés internes devrait augmenter en 2022, a-t-on appris du rapport de juillet 2021 du Global Displacement Forecast du Danish Refugee Council (DRC, Conseil danois pour les réfugiés en français). C'est une organisation humanitaire privée fondée en 1956.

Ainsi dès l'année prochaine, le Cameroun pourrait enregistrer 1 550 068 réfugiés contre 1 369 905 en 2021 et 1 343 566 en 2020 : « Sur la base de l'évolution de la situation au Cameroun, le modèle Freight prévoit que le nombre cumulé de personnes déplacées hors du pays augmentera d'environ 25 000 en 2021 pour atteindre près de 1,16 million. Le modèle prévoit en outre que ce nombre augmentera rapidement en 2022 et pourrait atteindre 1,55 million à la fin de l'année 2022. Le déplacement d'environ 20 000 personnes en raison de la violence a déjà été signalé cette année dans les seules régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest », révèle le rapport du think tank danois.

Trois conflits génèrent ces réfugiés et déplacés internes, analyse le DRC. Il s'agit entre autres de la crise anglophone, la guerre contre Boko Haram, et la crise sociopolitique en République centrafricaine.

Changements climatiques

Le rapport constate que d'autres facteurs contribuent à aggraver la crise humanitaire au Cameroun. Il s'agit notamment des changements climatiques : « Plus de 116 000 personnes ont été déplacées au Cameroun en 2020 à la suite de catastrophes naturelles. Les vulnérabilités incluent les inondations qui sont particulièrement problématiques dans la région de l'Extrême-Nord, une zone également en proie à la violence. Le pays connaît également de fréquentes sécheresses, des glissements de terrain et des feux de brousse, qui viennent s'ajouter aux défis environnementaux », rapporte le DRC.

L'étude souligne qu'« environ 10% de la population (2,7 millions de personnes) étaient en situation d'insécurité alimentaire en mars 2021, mais ce chiffre devrait diminuer en juillet-août ».

[Retour à la table des matières](#)



Famine au Tigré : « Un massacre en silence »

La Presse + – 2021-09-24 – p. ACTUALITÉS_24

Par : Agence France-Presse

LE MONDE EN BREF

Pays-Bas

12 ans

Âge auquel un enfant a été autorisé par la justice néerlandaise à être vacciné contre la COVID-19, et ce, en dépit des objections de son père vaccino-sceptique. Le jeune garçon voulait pouvoir rendre visite à sa grand-mère en fin de vie. Les enfants âgés de 12 à 17 ans peuvent être vaccinés aux Pays-Bas, mais avec le consentement des deux parents.



+ WEB **LISEZ** d'autres nouvelles

Famine au Tigré

« Un massacre en silence »



Dans la région éthiopienne du Tigré ravagée par la guerre depuis plus de dix mois, des mères de famille racontent avoir dû nourrir leurs enfants avec des feuilles d'arbres pour les maintenir en vie. Ces femmes doivent se frayer un chemin entre les combats à la recherche d'aide alimentaire, tout en guettant les signes de malnutrition chez les plus jeunes : apathie, éruptions cutanées, perte d'appétit... Sur la photo, Ababa console son bébé de 6 mois, Wegahta, qui souffre de malnutrition sévère, à Gijet, au Tigré.

— Agence France-Presse

Crise du gaz



Carles Puigdemont, ex-président de la généralité de la Catalogne

PHOTO FRANCISCO SECO ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Espagne

Carles Puigdemont arrêté en Italie

Madrid — L'eurodéputé indépendantiste et ex-président de la généralité de la Catalogne Carles Puigdemont, en exil en Belgique depuis 2017 après la tentative de sécession de la Catalogne, a été arrêté jeudi en Italie,

Illustration(s) :

PHOTO CHRISTINE NESBITT, ASSOCIATED PRESS

Dans la région éthiopienne du Tigré ravagée par la guerre depuis plus de dix mois, des mères de famille racontent avoir dû nourrir leurs enfants avec des feuilles d'arbres pour les maintenir en vie. Ces femmes doivent se frayer un chemin entre les combats à la recherche d'aide alimentaire, tout en guettant les signes de malnutrition chez les plus jeunes : apathie, éruptions cutanées, perte d'appétit... Sur la photo, une mère tient son enfant lors d'une clinique de dépistage de la malnutrition menée par l'UNICEF et ses partenaires à Gijet, au Tigré, en juillet.

PHOTO CHRISTINE NESBITT, ASSOCIATED PRESS

Les symptômes de malnutrition sont de plus en plus fréquents et laissent présager le pire, selon des documents internes et des photographies d'une agence humanitaire consultés cette semaine par l'AFP qui détaillent des décès par famine dans deux zones. Sur la photo, une mère tient son enfant lors d'une clinique de dépistage de la malnutrition menée par l'UNICEF et ses partenaires à Gijet, au Tigré, en juillet.



PHOTO CHRISTINE NESBITT, ASSOCIATED PRESS

Cela fait près de trois mois que l'ONU a prévenu que 400 000 personnes à travers le Tigré avaient « franchi le seuil de la famine ». Depuis, la situation n'a fait qu'empirer dans cette région du nord de l'Éthiopie, soumise à un « blocus de facto », selon l'ONU, qui empêche le gros de l'aide humanitaire d'arriver. « C'est un massacre en silence », affirme à l'AFP le Dr Hayelom Kebede, directeur de recherche à l'hôpital Ayder à Mekele. Sur la photo, clinique de dépistage de la malnutrition à Gijet, en juillet.

PHOTO ZERIHUN SEWUNET, ASSOCIATED PRESS

Après des mois de combats et de massacres qui ont fait des milliers de morts, les médecins redoutent une nouvelle vague de décès provoquée par une famine similaire à celle qui a rendu l'Éthiopie tristement célèbre dans les années 1980. Sur la photo, le jeune Amanuel Berhanu, qui souffre de malnutrition sévère, est pesé à Gijet.

PHOTO CLAIRE NEVILL, ASSOCIATED PRESS

Les combats ont débuté en novembre au Tigré après que le premier ministre Abiy Ahmed, Prix Nobel de la paix 2019, y a envoyé des troupes pour renverser les autorités régionales issues du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qu'il accuse d'avoir orchestré des attaques contre des camps militaires fédéraux. Sur la photo, Letemariam, une mère de famille qui a dû quitter son village en catastrophe avec ses cinq enfants lorsqu'il a été attaqué, berce son sixième enfant, né dans le camp de déplacés de Hitsats.

PHOTO CHRISTINE NESBITT, ASSOCIATED PRESS

Les combats ont perturbé les récoltes dans cette région déjà en situation d'insécurité alimentaire. Certains combattants ont aggravé encore la situation en bloquant et pillant l'aide alimentaire. La semaine dernière, l'ONU a affirmé que des centaines de camions d'aide humanitaire n'étaient « pas revenus » du Tigré. L'UNICEF a estimé en juillet que plus de 100 000 enfants pourraient souffrir de malnutrition mortelle au cours des 12 prochains mois, soit 10 fois plus que la moyenne annuelle.

[Retour à la table des matières](#)



Accusés d'« ingérence » : L'Éthiopie va expulser sept dirigeants d'agences de l'ONU

La Presse – 2021-09-30

Par : Robbie Corey-Boulet, Agence France-Presse

<https://www.lapresse.ca/international/afrique/2021-09-30/accuses-d-ingerence/l-ethiopie-va-expulser-sept-dirigeants-d-agences-de-l-onu.php>

(Addis Abeba) Le gouvernement éthiopien a annoncé jeudi l'expulsion de sept responsables d'agences de l'ONU accusés d'« ingérence », une décision qui alimente les craintes autour de la grave crise humanitaire en cours dans le nord du pays, ravagé par la guerre depuis plus de dix mois.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est dit « choqué », en assurant que « toutes les opérations humanitaires des Nations unies sont guidées par les principes fondamentaux d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance ».

Selon des diplomates, une réunion en urgence du Conseil de sécurité de l'ONU se tiendra à huis clos vendredi à la mi-journée sur cette expulsion.

Elle a été demandée par l'Irlande, l'Estonie, la France, la Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis, a précisé un diplomate.

Washington a également condamné « avec la plus grande force » cette annonce et affirmé qu'il « n'hésitera pas » à « utiliser tout outil à sa disposition », en rappelant que les autorités américaines avaient la possibilité de prendre des sanctions financières contre les protagonistes du conflit ravageant le nord de l'Éthiopie.

Le ministère éthiopien des Affaires étrangères a déclaré « persona non grata sept personnes travaillant pour diverses ONG internationales en Éthiopie, pour ingérence dans les affaires internes du pays ».

Le communiqué donne sept noms de responsables d'agences onusiennes, parmi lesquelles le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha), qui « doivent quitter le territoire dans les 72 heures ».

Le nord de l'Éthiopie est en proie aux combats depuis novembre, quand le premier ministre Abiy Ahmed a envoyé l'armée dans la région du Tigré pour renverser les autorités régionales issues du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qu'il accuse d'avoir orchestré des attaques contre des camps militaires fédéraux.

Le conflit s'est enlisé durant plusieurs mois, avant que les combattants pro-TPLF reprennent le contrôle de la région fin juin.

Selon l'ONU, 400 000 personnes ont « franchi le seuil de la famine » au Tigré, mais très peu d'aide humanitaire parvient dans la région.

Les combats ont gagné les régions voisines de l'Afar et de l'Amhara, où 1,7 million de personnes sont désormais confrontées à la faim.



Famine redoutée

Addis Abeba et le TPLF s'accusent mutuellement d'entraver l'acheminement de l'aide et d'affamer la population.

Les autorités fédérales affirment que les combats menés par le TPLF empêchent l'aide d'arriver, mais un porte-parole du département d'État américain a déclaré à l'AFP la semaine dernière que les accès étaient « refusés par le gouvernement éthiopien » dans une situation qui s'apparente à « un siège ».

Les autorités éthiopiennes n'ont donné aucune explication sur « l'ingérence » évoquée.

Les personnes et organisations ciblées ont régulièrement dénoncé les conditions de vie désastreuses au Tigré.

Le coordinateur humanitaire par intérim de l'ONU pour l'Éthiopie, Grant Leaity, avait affirmé début septembre que le Tigré était soumis à « un blocus de facto », menant à l'épuisement des stocks d'aide, d'argent et de carburant dans la région.

L'UNICEF avait estimé en juillet que plus de 100 000 enfants pourraient souffrir de malnutrition mortelle durant les 12 prochains mois, soit dix fois la moyenne annuelle.

Des médecins ont dernièrement affirmé à l'AFP redouter une famine semblable à celle des années 1980 qui avait fait, selon l'ONU, environ un million de morts.

« Coup dur »

L'expulsion de responsables de l'ONU constitue un « coup dur », a estimé le Dr Hayelom Kebede, directeur de recherche de l'hôpital Ayder de Mekele, la capitale du Tigré.

« Maintenant, il n'y aura aucune aide pour les enfants malnutris. [...] Nous allons assister à une augmentation catastrophique du nombre de morts d'enfants dans les prochains jours », a-t-il affirmé.

Ces expulsions font suite à la suspension en juillet pour trois mois des activités de la section néerlandaise de Médecins sans frontières (MSF) et du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), accusées de « diffuser de la désinformation ».

Cette décision va affecter « des millions de Tigréens [...] et de nombreux autres Éthiopiens dans le besoin », a déploré Human Rights Watch.

L'ONG Refugees International a également estimé que cela « ne fera qu'aggraver la crise » et appelé l'ONU, les États-Unis et l'Union africaine à exiger du gouvernement éthiopien qu'il « mette fin au blocus de l'aide ».

Pour le porte-parole du TPLF, Getachew Reda, il s'agit d'une décision « triste, mais réelle » d'Abiy Ahmed, qui « ne peut être ramené à la raison ».

L'Éthiopie tenait jeudi des élections législatives dans trois régions, où le vote n'avait pu se tenir en juin.



Abiy Ahmed, prix Nobel de la paix 2019, est d'ores et déjà assuré d'un nouveau mandat de cinq ans après la victoire écrasante de son Parti de la prospérité lors du scrutin de juin. Il doit prêter serment lundi.

Dans le sud-ouest du pays se tenait également un référendum sur la création d'une onzième région.

Ces élections, qui se sont déroulées « sans aucun problème de sécurité », « rendront notre démocratie complète », a déclaré Abiy Ahmed sur Twitter.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



À la défense des fondations... et des Saputo

La Presse + – 2021-09-21 – p. DÉBATS_7

Par : Robert Dutton

https://plus.lapresse.ca/screens/c460e675-5b16-4226-bf7e-f2057bf58a2e_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE	RÉPLIQUE
<p data-bbox="272 709 732 743">« <i>On en dit tu, des affaires...</i> »</p> <p data-bbox="272 758 617 800">– Le stratège libéral qui a conseillé à Justin Trudeau de déclencher des élections</p> 	 <p data-bbox="862 974 997 989">PHOTO GETTY IMAGES</p> <h2 data-bbox="873 1031 1268 1230">À la défense des fondations... et des Saputo</h2> <p data-bbox="873 1241 1369 1299">L'auteur réagit à deux textes publiés le 10 septembre dans <i>La Presse</i> concernant les fondations charitables.</p> <p data-bbox="915 1335 959 1369"></p> <p data-bbox="980 1341 1110 1356">ROBERT DUTTON</p> <p data-bbox="980 1358 1292 1373">Professeur associé, HEC Montréal, président</p>

« Quelqu'un s'assoit à l'ombre aujourd'hui parce que quelqu'un a planté un arbre il y a longtemps. » — Warren Buffett

J'ai été étonné par l'opinion de Brigitte Alepin dans *La Presse* du 10 septembre sur ce qu'elle appelle les « fondations privées pas charitables 1 ». Mme Alepin dénonce un soi-disant « scandale fiscal ». Elle reproche essentiellement deux choses à ceux qui créent et dotent des fondations. D'abord, les avantages fiscaux que cela leur procure ; ensuite, « qu'il soit impossible de toucher au capital parce que, ultimement, ils veulent que leurs fondations soient perpétuelles [...] ».

Mme Alepin souhaite par ailleurs que le lecteur s'implique dans l'actuelle consultation sur la somme minimale que les fondations de bienfaisance devraient consacrer chaque année à des causes. Je l'oblige dans ces lignes.



D'abord, je note que l'avantage fiscal accordé au(x) fondateur(s) d'une fondation est exactement le même que celui accordé à tout contribuable canadien qui fait des dons de charité, petits ou importants : crédit d'impôt pour un particulier ; déduction du revenu pour une société. Petit don, petit avantage ; gros don, gros avantage. Pour un particulier québécois qui donne 1500 \$ sur un revenu imposable de 50 000 \$, le crédit d'impôt représente 50,6 % du don ; le taux maximal de 54 % évoqué par Mme Alepin quand un milliardaire dote une fondation de plusieurs dizaines de millions ne me scandalise donc pas. D'autant qu'à ce niveau de philanthropie, l'avantage fiscal annuel est plafonné, et ne peut se concrétiser que sur plusieurs années.

Je ne me scandalise pas, non plus, du désir des philanthropes de voir leur fondation leur survivre. C'est, à mon sens, manifester cette vision et ce parti pris pour l'avenir qui sont des traits partagés par beaucoup d'entrepreneurs. Pour assurer la pérennité, voire la perpétuité de leur impact philanthropique, les fondations ne peuvent, en toute logique, dépenser plus que le rendement annuel de leur capital ; un peu moins, en fait, car le capital doit augmenter chaque année pour garder sa valeur réelle.

La règle de base a été formulée dès 1895 par Alfred Nobel, dans le testament qui créait les prix portant son nom : « constituer un fonds, dont [les intérêts] seront distribués annuellement en prix à ceux [et celles] qui auront procuré les plus grands bénéfices à l'humanité ». Les héritiers de Nobel ont contesté cette disposition. On doit savoir gré aux tribunaux de l'époque d'avoir eu de la vision et de les avoir déboutés.

Les milliards accumulés dans les fondations ne sont pas plus scandaleux que les milliers de milliards accumulés dans les caisses de retraite publiques, privées et autres REER, eux aussi ayant donné lieu à de substantiels avantages fiscaux.

Un exemple : la Fondation McConnell, de Montréal. Créée en 1937, elle fait toujours des dons, près de 85 ans plus tard, sans faire de nouvelles collectes de fonds significatives – sans, donc, générer de nouveaux avantages fiscaux.

Quel est donc le taux de dons annuels qui permet à une fondation d'assurer sa pérennité ? Je n'ai pas la réponse à cette question. Mais comme une fondation de bienfaisance doit avant tout préserver son capital, je sais que ce taux doit être conservateur – et être assez stable pour permettre aux fondations de planifier à long terme.

La Fondation Saputo

Le même jour, le 10 septembre, la section Affaires de La Presse contenait un article dont le titre distille tout l'esprit : « Généreuse ou intéressée, la Fondation Saputo ? » 2.

Je n'ai aucun lien direct ou indirect avec la famille Saputo ni avec ses entreprises – sinon que la Fondation donne généreusement à HEC Montréal, où j'enseigne le management.

Ce que j'ai écrit sur les fondations en général s'applique bien sûr à la Fondation Saputo. En particulier quand on note que le manque à gagner du gouvernement associé aux avantages fiscaux utilisés par les Saputo et leurs entreprises aurait pu servir à payer des services sociaux, on omet de souligner que l'argent net effectivement versé par les Saputo est en majeure partie consacré, année après année, à financer des institutions de santé et des établissements d'éducation – deux responsabilités étatiques au Québec. Là où certains voient une ponction, je vois plutôt l'injection de fonds supplémentaires dans la collectivité.



Quant aux faits allégués ou évoqués dans l'article, je ne prétends pas pouvoir porter un jugement. Je note toutefois qu'ils reposent entièrement sur de l'information disponible publiquement – un signe de saine transparence, ce qui me semble être un excellent début...

En conclusion, je crois fermement que les fondations, comme toutes les sociétés de bienfaisance, doivent faire l'objet de surveillance quant à l'usage des fonds qu'elles reçoivent des donateurs ou, par l'entremise de déductions fiscales, des contribuables canadiens. Mais ce serait une erreur que d'imposer aux grands philanthropes des règles fiscales moins avantageuses qu'à vous et moi ; ce serait une erreur plus grave encore de leur imposer des seuils de déboursements qui mettent leur pérennité en péril. Ne tuons pas la poule aux œufs d'or...

Professeur associé, HEC Montréal, ex-président de RONA

[Retour à la table des matières](#)



Les PDG d'hôpitaux bougent pour le Défi des générations

Le Reflet – 2021-09-22

<https://www.lereflet.qc.ca/les-PDG-d-hopitaux-bougent-pour-le-Defi-des-generations/>

Des centaines de participants se dépassent actuellement pour leurs hôpitaux dans le cadre du Défi des générations à travers toute la Montérégie. Parce qu'ils ont à cœur le bien-être des patients de leur hôpital, les présidents-directeurs généraux (PDG) des trois Centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) participants à l'événement se sont aussi lancé un défi.

Richard Deschamps, PDG du CISSS de la Montérégie-Centre dont fait partie l'Hôpital Charles-LeMoine, compte bien rouler 150 km en une journée et amasser des fonds avec son équipe. Selon lui, c'est grâce à la générosité des donateurs si les équipes de soins dans les hôpitaux peuvent avoir accès à des technologies et à des procédures innovantes au profit du bien-être des patients.

«La recherche et les technologies médicales ont évolué de façon fulgurante dans les dix dernières années, indique-t-il. La philanthropie est essentielle pour s'assurer que toutes les conditions gagnantes soient rassemblées pour offrir les meilleurs soins de santé à nos usagers et leurs familles.»

De son côté, Philippe Gribeauval, PDG du CISSS de la Montérégie-Ouest dont fait partie l'Hôpital Anna-Laberge à Châteauguay, espère amasser des fonds avec son équipe en effectuant 90 minutes d'exercice par semaine jusqu'à la clôture du Défi le 25 septembre.

Abondant dans le même sens que M. Deschamps, il souligne que la générosité des donateurs permet la création d'un environnement plus technologique et de dernière génération, ce qui serait tout simplement impossible avec le seul budget d'exploitation de l'établissement.

Il ajoute que les besoins sont toujours présents dans nos établissements et encore plus actuellement avec la crise sanitaire.

«Mais s'il est important de donner aujourd'hui, l'essentiel est de pouvoir compter sur un appui constant pour soutenir les besoins des usagers aujourd'hui et demain», dit-il.

Et parce que le Défi vise aussi à se faire du bien, la PDG du CISSS de la Montérégie-Est, dont font partie les Hôpitaux Pierre-Boucher à Longueuil et Hôtel-Dieu de Sorel, souhaite rassembler le plus de gens possible autour de l'activité physique.

Pour Louise Potvin, «l'équilibre travail/famille est important. Une bonne santé au travail passe par une bonne santé en dehors du travail. Même si je suis très dévouée à mon emploi, j'ai toujours réservé du temps pour l'activité physique.»

Projet de société

Tous les trois PDG des CISSS sont unanimes et se réjouissent de voir que la communauté se mobilise pour ses hôpitaux. Le Défi des générations est un projet de société. «C'est tous ensemble que nous contribuerons à ce que les patients et leurs familles aient accès au meilleur de la médecine», affirment-ils.



Il est encore temps de s'inscrire ou de faire un don. Il suffit de visiter le defidesgenerations.com et sélectionner la fondation à laquelle vous souhaitez donner.

(Communiqué de presse)

[Retour à la table des matières](#)



Inauguration de l'Aire éducative Famille René Préville

L'Action – 2021-09-30

<https://www.laction.com/article/2021/09/30/inauguration-de-l-aire-educative-famille-rene-preville>

C'est le samedi 25 septembre qu'a été inaugurée officiellement l'Aire éducative Famille René Préville, un espace de découverte et de création aménagé pour les visiteurs de tous les âges au Musée d'art de Joliette.

Grande donatrice de la Fondation du Musée d'art de Joliette depuis de nombreuses années, Me Marie-Éveline Préville a fait un don de 50 000 \$ sur 5 ans (de 2020 à 2025). Elle souhaitait que son geste philanthropique soit utilisé pour un projet qui servirait à stimuler chez les jeunes l'intérêt et la curiosité pour les arts. Concrètement, le don de Mme Préville est utilisé pour la transformation d'un espace au deuxième étage du Musée, la création de jeux de société visant à démocratiser l'art (Voir au-delà et Œuvre mystère), l'acquisition de matériel artistique et de livres d'art pour les enfants, ainsi que la réalisation d'activités de médiation pour différents publics.

« Grâce au soutien de Me Marie-Éveline Préville, les visiteuses et visiteurs du Musée peuvent maintenant consulter des livres d'art, méditer sur les thématiques abordées par les artistes, puis créer une œuvre et l'exposer, souligne Ariane Cardinal, conservatrice à l'éducation au Musée d'art de Joliette. Cet espace est devenu à la fois une aire de lecture, de création et de médiation. Il vise à établir un dialogue entre les artistes, les professionnels et les visiteurs. D'autres beaux projets sont à venir. »

« Nous croyons que la philanthropie joue un rôle social important pour l'ensemble de la communauté, ajoute Brigitte Trépanier, responsable du développement philanthropique à la Fondation du Musée d'art de Joliette. Elle rassemble les collectivités autour de projets porteurs, créatifs et variés, créant davantage de richesse dans la vie des individus. À la FMAJ, on croit en l'importance de développer la culture philanthropique lanaudoise, car elle offre une opportunité d'avoir un impact concret sur le développement de la vitalité culturelle régionale. »

La Fondation du Musée d'art de Joliette est fière de participer au développement de l'Aire éducative Famille René Préville, grâce au généreux soutien de Me Marie-Éveline Préville. Pour soutenir la Fondation du Musée d'art de Joliette

<https://www.museejoliette.org/fr/fondation-du-musee-d-art-de-joliette/>

[Retour à la table des matières](#)